

*Les subsides*

L'opposition cite des chiffres, parle d'échecs, mais ne reconnaît jamais que nous avons pris ce type d'engagement. Dans les domaines où des décisions ont été prises, nous voyons des résultats concrets de la dépense de fonds. Dans le domaine de la petite entreprise, si l'on tient compte de la Banque fédérale de développement et des programmes comme PAIM, STEP et des programmes de tourisme de même que d'autres secteurs de financement, les dépenses excèdent deux milliards de dollars à l'heure actuelle. L'opposition dit qu'il faut former des gens. Aucun autre gouvernement au monde, à ma connaissance, ne fait plus que le gouvernement canadien pour donner une solide formation aux futurs travailleurs et travailleuses. Ce programme n'est pas au point mort. On met de plus en plus l'accent sur l'importance de préparer des hommes et des femmes à occuper des emplois découlant de la nouvelle technologie de pointe.

Dans le domaine de la défense aussi, l'opposition prétend que le gouvernement ne dépense pas un sou. Et pourtant, les chiffres sont très impressionnants: le budget actuel prévoit sept milliards et demi pour les dépenses annuelles d'exploitation, sans mentionner le programme Aurora, le char Leopard, le F-18 et le programme de frégates. On prévoit dépenser plus de vingt milliards de dollars dans les quelque douze prochaines années. Les retombées économiques et les emplois qui découleront de la participation du gouvernement à ces importants programmes ont été bien exposés par le ministre des Approvisionnements et Services (M. Blais) et par le ministre de la Défense nationale (M. Lamontagne).

Lorsqu'il sera temps d'honorer l'engagement, nous aurons l'occasion de souligner la nécessité de confier une partie de la réalisation du programme des frégates aux chantiers navals de Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick. Ceux-ci ont fait la preuve de leur compétence, de leur efficacité à fabriquer des produits de qualité. Je tiens à appuyer mon collègue, le député de cette région, de même que tous les autres députés qui ont signalé ce besoin. Comme nous le savons, d'importantes décisions seront prises très prochainement quant à l'endroit où seront réalisés ces grands projets, aux heureux soumissionnaires et aux dépenses que la construction de ces nouvelles frégates entraînera pour la Défense nationale. Je tiens à exprimer ma reconnaissance à l'opposition pour nous avoir donné la possibilité d'expliquer pourquoi nous nous déclarerons en faveur du lieu suggéré pour ces contrats et de ces emplois au moment où il sera décidé de procéder à la construction des frégates, qui sont en ce moment sur la planche à dessin.

● (1740)

Je profite de l'occasion pour saluer un projet très important pour le nord du Nouveau-Brunswick, la célèbre usine d'affinage de zinc qui va être construite par Brunswick Mining and Smelting, filiale du groupe torontois Noranda. Personne n'aura oublié avec quel enthousiasme la Chambre avait appris au cours d'un débat budgétaire que l'usine allait être construite et qu'elle allait donner 1,500 années-personnes de travail pendant sa réalisation et plus de 500 emplois permanents par la suite. Je n'insisterai pas sur les avantages d'un projet de ce genre au moment où les Canadiens doivent se trouver des emplois.

Nonobstant le recul des économies canadienne et américaine, on a bien peu parlé des trois usines de pâtes et de papier

en construction dans le Nord du Nouveau-Brunswick, qui représente un investissement total de plus de 700 millions. Personne ne veut en parler dans les médias, à Radio-Canada ou ailleurs, sans doute parce que cela est trop positif, que cela est encourageant. Ce sont là de bonnes nouvelles. Il se fait des choses pour créer des emplois. A elle seule, l'usine de pâtes d'Atholville, au Nouveau-Brunswick, emploie plus de 700 travailleurs de la construction pendant sa modernisation. Cette usine va coûter plus de 200 millions. L'usine de papier-journal CIP de Dalhousie va coûter plus de 200 millions. L'usine Bathurst Consolidated de Bathurst au Nouveau-Brunswick va coûter plus de 200 millions. Il ne s'agit pas là de simples projets en discussion ou à l'étape préparatoire. Les travaux sont déjà en cours. Les emplois ont été créés. Les dépenses s'effectuent en ce moment. Toutes les retombées économiques si positives de ces chantiers sont en voie de réalisation. Mais on ne trouve personne, surtout pas dans l'opposition ou dans les médias, qui veuille annoncer de bonnes nouvelles aux Canadiens en cette période de difficultés économiques.

Nous sommes très fiers, c'est mon cas du moins, d'avoir réussi à convaincre ces entreprises de profiter des subventions offertes par le gouvernement par l'intermédiaire du MEER et d'autres programmes avantageux, tels que le crédit d'impôt de 50 p. 100 sur tout projet spécial d'immobilisation. Cela me ramène à la nécessité de coordonner toutes les initiatives prises par le gouvernement ou différents ministères, pour inciter l'une des plus grandes sociétés au Canada, la Noranda, à réaliser son projet d'usine de fabrication de zinc à Belledune, au Nouveau-Brunswick.

Le ministre des Finances (M. Lalonde) vient d'annoncer la création d'un fonds spécial de 500 millions pour la création d'emplois, un projet qui a été très bien reçu; nous l'en félicitons sans oublier cependant qu'il s'agit d'emplois temporaires. Cependant, le projet dont je viens de parler pourra créer des emplois permanents. Au mois d'août, j'ai eu des entretiens avec des dirigeants de la Noranda qui m'ont affirmé qu'ils auraient besoin de cette usine aussitôt que l'économie se mettra de nouveau à tourner.

Il faut s'assurer que tous les différents ministères concernés soient convaincus de l'urgence de réaliser ce projet dans le nord du Nouveau-Brunswick, compte tenu de tous les emplois qui seront créés à l'étape de la construction, et surtout des emplois permanents qui le seront par la suite. Je garde tout de même bon espoir, étant donné que les dirigeants de la Noranda ont affirmé à plus d'une occasion qu'ils désiraient construire cette usine, voire qu'ils en avaient besoin, mais à cause de la faiblesse du marché et le prix élevé de l'argent, le projet semble avoir été mis en veilleuse au début de 1982, ou du moins il ne se développe pas.

Comme je serais heureux si je pouvais attirer l'attention de tous sur ce projet cet après-midi, en faire ressortir la nécessité et l'urgence. Je voudrais aussi profiter de l'occasion pour lancer un pressant appel aux différents organismes responsables de la coordination d'un programme dont l'objet est la construction d'un établissement de 360 millions de dollars, pour les inciter, avec toute l'énergie dont je suis capable, à poursuivre les efforts qu'ils ont déjà consacrés à ce projet.